

Legation de Suisse
en
France

Paris, le 11 Mars 1898
15 bis, rue de Marignan

128/VIII.

N^o 1/98
13
Prière de rappeler
le numéro ci-dessous

15 mars 98
en circulation ✓

Monsieur le Conseiller fédéral,

M^r Hauotaux me dit que la presse est un fléau international; les excitations des journaux en Angleterre et en France notamment sont si graves qu'on pourrait se croire à la veille de conflits sérieux soit anglo-français, soit anglo-russes. Il n'est pas douteux que si cela continue les Gouvernements peuvent être débordés alors qu'ils discutent sérieusement des affaires sérieuses. - Par exemple, en ce qui concerne les affaires du Niger, on raconte en Angleterre que la France a 1000 hommes dans Sokoto, 3 officiers à Khartoum etc.; or, il est impossible

Au
Département politique fédéral
Berne.



qu'on sache rien en Angleterre de cela sans
 qu'on le sache à Paris, parceque les nouvelles
 doivent passer par les territoires français;
 or à Paris la seule chose qu'on sache c'est
 qu'il ne peut pas y avoir dans le Sokoto
 plus de 40 hommes et que le sous-officier de
 Bernis y a été tué. - D'une façon générale,
 a ajouté M. Hanotaux, le Gouvernement
 français ne croit pas être atteint d'aliénation
 mentale; il n'y a pas un royaume du
 bassin du Niger qui ait plus de 7000
 habitants; aucun d'eux ne vaut le cercle
 d'une justice de paix française; croit-on
 la France assez imbécile pour risquer une
 guerre avec l'Angleterre pour de prétendus
 royaumes comme ceux-là; lord Salisbury
 est transigeant et la France aussi, mais
 vraiment la presse rend la tâche des
 Gouvernements à Londres et à Paris de
 jour en jour plus difficile. -

Quant aux affaires de Chine, M^r. Hauotaux assure bien pas savoir beaucoup plus long que tout le monde, les Anglais ont si bruyamment célébré le succès de l'emprunt anglo-allemand et les avantages obtenus par eux de la Chine, ils ont été si peu discrets dans leur succès qu'on a été, bon gré mal gré, obligé de réclamer des compensations. Il ne faut pas s'émouvoir trop; il y a là matière à négociations. -

En ce qui concerne la Crète, M^r. Hauotaux déclare que cela va mal; il y a deux ou trois mois il avait prié l'Italie de remettre sur le tapis la candidature de M^r. Droz et obtenu du Comte Münster, ambassadeur d'Allemagne à Paris, qu'il se rendit à Berlin pour l'appuyer personnellement. - L'Allemagne ayant persisté dans son attitude négative, la France a appuyé la proposition russe du Prince George de Grèce

pourvu qu'elle fut acceptée par tout le monde; l'Allemagne s'y est beaucoup moins ralliée qu'elle ne cherche à le faire croire et l'Autriche la repousse absolument. La vérité est que le règlement de la question crétoise dépend de l'évacuation de la Thessalie, qui dépend de l'emprunt grec, qui dépend de la garantie de la France, de la Russie et de l'Angleterre, qui est admise en principe, mais fait encore l'objet de négociations dont le résultat devra, au moins en France, être soumis au Parlement; encore une fois cela va mal.

Un haut fonctionnaire du Ministère français des Affaires Étrangères me disait ce matin au sujet des Affaires de Chine qu'en fond elles étaient nées et avaient pris de l'acuité par la faute de l'Empereur d'Allemagne,

dont la politique capricieuse rappelle trop celle de Napoléon III. - Pourquoi l'Empereur Guillaume s'est-il associé à la France et à la Russie, dans l'intérêt de l'intégrité de la Chine pour empêcher il y a trois ans le Japon de prendre un morceau du Céleste Empire? - Comment s'expliquer que maintenant il soit venu faire le contraire en s'installant à coups de grosse caisse à Kiau-Tchéou, prenant pour l'Allemagne un morceau de cette même Chine afin d'avoir une base territoriale en vue d'extensions futures? - Cet Empereur d'Allemagne n'a pas même l'excuse de Napoléon III qui était personnellement doux et tranquille et qui n'a fait de la politique de tam-tam que pour soutenir sa popularité dans un pays agité et avide de nouveautés comme la France et surtout Paris, tandis qu'en Allemagne les sauts de carpe de l'Empereur Guillaume n'augmentent guère la popularité

du souverain. L'Angleterre a voulu avoir
 sa revanche et l'emprunt anglo-allemand
 a constitué cette revanche qui oblige la
 Russie à demander aussi des avantages
 spéciaux. On a ainsi posé la question chinoise
 qu'on avait voulu éviter de poser il y a
 trois ans. - C'est probablement une erreur
 de la part de l'Europe de croire qu'elle
 pourra s'implanter en Chine comme
 l'Angleterre s'est implantée aux Indes; un
 moment donné, les Chinois, non pas la tourbe
 des mandarins, mais la foule anonyme qui, pour
 être pas militaire n'en a pas moins profondément
 conscience de son passé et de sa vie nationale,
 fera une poussée formidable contre les
 Européens. - Aujourd'hui la Russie va
 négocier, peut-être les Anglo-Allemands rabattront-
 ils quelque chose. "Toute cette situation grave et
 difficile - a conclu mon interlocuteur - est due
 à l'abandon par l'Empereur d'Allemagne de la

politique sage qui avait empêché il y a trois ans le Japon d'ouvrir la question chinoise." -

A l'Ambassade d'Allemagne à Paris, où l'on a toujours paru désirer au cours des affaires de Turquie un conflit entre l'Angleterre et la Russie, on affecte de craindre qu'à Londres on ne se refuse à une transaction permettant à l'influence russe de s'installer en Mandchourie et dans le nord de la Chine; le Comte de Münster prétend qu'en Angleterre il y a pour la première fois depuis bien longtemps un véritable parti de la guerre, qui croit que jamais l'Angleterre ne sera plus forte que maintenant et qui essaye de dominer Lord Salisbury, malade et fatigué. - Le Comte Münster ajoute que la France soutient mollement la Russie en Chine attendu qu'elle n'a aucun intérêt à modifier le statu quo dans ces parages où la France est installée

d'ancienne date. On sent très bien que le but des Allemands est de diviser les Anglais et les Russes pour semer la division entre Russes et Français. —

Sur la politique intérieure, je n'ai pas à ajouter grand'chose à mon rapport du 28 Février; la Chambre après avoir ajouté de nombreuses dépenses au Budget dans un intérêt électoral et occupée ces temps-ci à retrancher des recettes du même Budget, toujours dans un intérêt électoral. Les députés républicains continuent en plus grand nombre qu'on ne le croit, à désapprouver l'attitude du Cabinet et surtout du Ministre de la Guerre dans les divers procès Dreyfus-Esterhazy-Zola, lui reprochant de subir des pressions militaires et cléricales pouvant compromettre le parti républicain aux prochaines élections, mais ils ne le font que dans l'intimité, parcequ'ils sentent que le courant populaire est peut-être avec le Ministère. Dans le doute, ils votent

pour le Cabinet. Au fond ils sont inquiets et se demandent ce qui sortira de la lutte électorale. Un seul d'entre eux, le très honorable M^r Maurice Lebon, député de la Seine-Inférieure, ancien sous-Secrétaire d'Etat des Colonies, qui avait jadis refusé d'être Ministre des Colonies, parce qu'ayant proposé l'érection de ce service en Ministère, il aurait eu l'apparence d'avoir agi dans un intérêt personnel, a loyalement écrit à ses électeurs qu'ayant été élu comme ministériel et ayant jusqu'ici soutenu le Cabinet, il refusait une réélection ne voulant pas ruiner une politique qu'il désapprouve et à laquelle ses électeurs paraissent donner leur approbation. - Encore une fois, je crois que ceux qui pensent comme M^r Lebon sont très nombreux, mais le courant impérial qui a subitement fait représenter la révision du procès Dreyfus comme une manœuvre anti-française est trop puissant pour lui résister; d'autres disent que les chefs de l'armée sentant diminuer l'hostilité contre l'Allemagne et redoutant que les influences démocratiques s'aboutissent au service de deux ans et ne sapent

Les bases de l'armée permanente française ont tenu
 à profiter d'une occasion pour réchauffer le chauvinisme.
 Avant à croire que la France désire la guerre, je
 persiste à le nier, non seulement à cause de l'approche
 des élections et de l'Exposition, mais aussi au point
 de vue strictement militaire; la France réorganise
 ses 4^{mes} bataillons et ses réserves et se trouve sur ce
 point en pleine transformation; elle procède à la
 refonte de son artillerie et je sais de bonne source
 qu'elle n'aura pas plus de 800 pièces de petit calibre
 à tir rapide en état de servir à la fin de l'année,
 bien qu'elle ait fait appel pour la première fois
 à l'industrie privée au lieu de se servir exclusivement
 des ateliers de l'Etat à Bourges. - En dehors du
 Général Négrier et de quelques autres moins connus,
 l'immense majorité des généraux français ne veut
 pas la guerre et Lamont, le nouveau généralissime,
 passe pour un homme calme, tranquille et prudent.
 Il faudrait donc des incidents ou des accidents
 graves pour que raisonnablement parlant la France

abandonna son désir de maintenir la paix. -

En ce qui concerne les affaires de Cuba, M^r Hauotaux se défie beaucoup des Etats Unis parceque derrière le gouvernement américain, il y aurait des intérêts privés très puissants. - Les Ambassadeurs des grandes Puissances au contraire sont ici davis que les Etats-Unis se garderont bien de déclarer la guerre à l'Espagne, parceque la flotte espagnole est en situation de brûler plusieurs grandes villes du littoral américain et de ruiner le commerce maritime des Etats-Unis. - Je n'ai pas d'opinion personnelle à cet égard. f.

Agreé, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

Lardy